

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **SFDM - Parc B**

47, avenue Franklin Roosevelt, 77210 Avon

Références : D2025-  
Code AIOT : 0100033111

N°Helios : 62939

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement SFDM - Parc B implanté Parc B 91590 D'Huison-Longueville. L'inspection a été annoncée le 11/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de cette inspection est de faire le point sur les non-conformités relevées lors de l'inspection du 15/11/2024 et de se focaliser sur les actions nationales relatives à la thématique des PFAS (liée aux mousses d'extinction) et à la perte d'utilité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SFDM - Parc B
- Parc B 91590 D'Huison-Longueville
- Code AIOT : 0100033111
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non



Le parc B, situé sur la commune de D'HUISSON LONGUEVILLE, est composé de 13 bacs. Il fait partie d'un ensemble de 4 parcs de stockage de produits pétroliers avec les parcs A (Guigneville sur Essonnes), C (Orveau) et D (Cerny). Le parc B est le site principal permettant l'alimentation des 3 autres parcs, il est en liaison directe avec le pipeline Donges-Melun-Metz (DMM).

Ces parcs ont été construits en 1953 par l'armée américaine suite à la guerre. Chaque bac est entouré d'une couronne béton servant de protection et de rétention sauf pour les bacs B11, B12 et B13.

Le parc B est dans la capacité de recevoir tout type de produits pétroliers. A ce jour, seuls le gasoil et l'essence sont stockés dans l'ensemble des bacs du parc B.

Depuis le décret de mai 2023, les parcs A, B et D appartiennent à la SFDM (Société Française Donges Metz) et le parc C reste la propriété du Service de l'Energie Opérationnelle (SEO). Pour autant, la SFDM exerce la gestion de l'ensemble des 4 parcs et du pipeline.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 PFAS mousses

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :



- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Réglementation du PFHxA (acide	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de	Demande d'action corrective, Demande de	1 mois



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	perfluorohexanoïque)	l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	justificatif à l'exploitant	
9	Plan de substitution émulseurs	règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 1.2.1 et annexe 1	Sans objet
2	MMRi	Arrêté Ministériel du 25/02/2022, Etude de dangers du 01/07/2019, Arrêté Préfectoral du 25/02/2022 article 7.87.1	Sans objet
10	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
11	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
14	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
15	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
18	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet



## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant a mis en place les actions correctives suite aux non-conformités relevées lors de l'inspection du 15 novembre 2025. Concernant la thématique PFAS, l'inspection a détecté plusieurs non-conformités qui sont en cours de traitement par l'exploitant. Concernant la thématique de perte d'utilité électrique, une non-conformité a été constatée par l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 1.2.1 et annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées: <ul style="list-style-type: none"><li>• 4734-2-a: Autorisation</li><li>• 1185-2-b: Déclaration</li><li>• 1185-2-a: Non Classée</li><li>• 4734-1: Non Classée</li><li>• 2910-A: Non Classée</li><li>• 2920-2: Non Classée</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare qu'il n'y a aucune évolution sur la situation administrative.  L'exploitant indique néanmoins que les équipements d'extinction incendie qui relevaient de la rubrique 1185-2-b ont été converties à l'azote. Ces équipements ne relèvent donc plus de la rubrique 1185-2-b.  Pour la rubrique 2910-A, l'exploitant a transmis le calcul des puissances de ses équipements de combustion le 02/12/2024 en distinguant les équipements du dépôt du parc B de ceux entrant dans le périmètre du champ relatif aux canalisations haute pression. Selon cet état des lieux, le site reste non classé pour la rubrique 2910-A. il convient de noter par ailleurs que les pompes haute pression sont incluses dans le périmètre de la canalisation de transport et non dans le périmètre ICPE.  L'exploitant déclare que tous les jours à minuit, le niveau en produit des bacs est envoyé au PC « sécurité » du site afin de lui communiquer l'état des stocks.  Concernant les bacs B11 et B12, de l'eau souillée par de l'émulseur est stockée à l'intérieur de ces bacs -(Cf. fiche de constat n°3).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 7.87.1 et Étude de dangers du 01/07/2019

**Thème(s) :** Risques accidentels, Caractérisation des MMR

**Prescription contrôlée :**

Liste des mesures de maîtrise des risques instrumentées :

Boule densimétrique dans le séparateur d'hydrocarbures HP obturant sa sortie et détection de niveau très haut (NTH) dans le séparateur d'hydrocarbures HP déclenchant l'arrêt d'urgence HP.  
[...]

**Constats :**

**Inspection précédente du 15/11/2024, rapport D2025-0270 (NC N°3) :**

*L'exploitant déclare que le nettoyage des boules densimétriques est réalisé tous les 6 mois par la société SNAVEB et que la vérification ainsi que le test sont réalisés pendant ce nettoyage pour les séparateurs BP et HP. L'exploitant a présenté, puis transmis la fiche de vie (par mails le 22/11/2024 et le 02/12/2024) des séparateurs BP et GR montrant que le nettoyage a bien été réalisé par la société ORTEC le 26/11/2024 et par la société SNAVEB le 17/05/2024, le 06/11/2023 et le 05/05/2023. De plus, l'exploitant a transmis la fiche de vie (par mail le 02/12/2024) des séparateurs HP ligne dépôt montrant que le nettoyage a bien été réalisé par la société ORTEC Amiens le 27/06/2024, le 09/04/2024 et le 06/12/2023. L'exploitant précise dans son mail du 02/12/2024 que le nettoyage du séparateur HP est en cours.*

*Pour autant, l'inspection n'a pas constaté dans les procédures et les fiches de vie que la vérification et le test sont réalisés durant le nettoyage des boules densimétriques. L'exploitant a transmis le 02/12/2024, le PV de maintenance de l'équipement BP du parc D (le format des PV est identique pour l'ensemble des parcs). L'inspection constate que l'exploitant y a défini un formulaire de PV plus détaillé de nettoyage des séparateurs et de contrôle de la boule densimétrique d'obturation. Sur ce PV, le contrôle de la flottaison de la boule densimétrique est mesurée après remise en eau. L'inspection constate que l'action corrective est lancée sur le parc D.*

*L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer dans la procédure de nettoyage du parc B, la vérification et le test des boules densimétriques présentes dans les séparateurs et de le notifier dans les fiches de vie de ces équipements (séparateurs BP, HP et GR).*

*Pour rappel, la boule densimétrique HP constitue une MMRi dans l'étude de danger et l'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour garantir son niveau de confiance.*

*L'exploitant transmettra à l'inspection la mise à jour de la procédure de nettoyage afin de garantir le niveau de confiance de l'équipement.*

\*\*\*\*

**Inspection du 11/09/2025 (NC N°3) :**

*En date du 10 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel, un PV de maintenance et vérification du séparateur HP LAF. Il précise que ce document fait partie intégrante dans le process SFDM notamment dans la notice d'exploitation DQT064. Ce document décrit les actions menées suivant la typologie du séparateur et schématise les points à vérifier, notamment sur la hauteur de la flottaison du dispositif d'obturation.*



L'inspection prend en compte la réponse de l'exploitant et clôture la non-conformité NC N°3 du 15/11/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

Dispositions actuellement en vigueur :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en SPFO contenues dans des produits semi-finis, des articles, ou dans des parties de ces produits ou articles, si la concentration en SPFO est inférieure à 0,1 % en masse calculée à partir de la masse de parties structurellement ou microstructurellement distinctes qui contiennent des SPFO ou; pour les textiles ou les autres matériaux enduits, si la quantité de SPFO est inférieure à 1 µg/m<sup>2</sup> du matériau enduit.

A compter du 3 décembre 2025, ces deux dispositions sont remplacées par les dispositions suivantes conformément au règlement délégué (UE) 2025/718 de la Commission du 14 avril 2025 :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

**Constats :**

En date du 04/09/2025, en amont de l'inspection, l'exploitant déclare qu'une commande est en cours afin de réaliser une analyse de l'émulseur dans le but de connaître la composition et la concentration des substances présentes.



L'exploitant déclare que le choix de l'émulseur de substitution se porte sur l'émulseur de la marque BIOEX et qu'une étude est en cours sur la gestion des eaux de rinçage.

En date du 05/09/2025, l'exploitant a transmis une fiche d'incident suite à un test périodique du système d'extinction. Dans cette fiche, l'exploitant déclare que le 10/04/2025, préalablement au test périodique du système d'extinction, une mauvaise consignation de la vanne d'injection d'émulseur a provoqué la présence d'une solution moussante dans une partie du réseau incendie et dans la colonne d'injection vers la rétention du bac B13.

L'exploitant a défini et réalisé le plan d'actions suivant :

- Vidange du réseau incendie dans le bac B11 (non exploité) pour confinement en attendant les analyses ( $V=280 \text{ m}^3$ ) ;
- Rinçage du réseau jusqu'aux déversoirs du bac B13 en eau et collecte des eaux de rinçage dans le bac B12 (non exploité) pour confinement en attendant les analyses ( $V=56 \text{ m}^3$ ) ;
- Analyse des eaux stockées dans les bacs B11 et B12 (en fond de bac après décantation) et les eaux de pluie dans la rétention du bac B13 après nettoyage.

Les résultats d'analyses des eaux de rinçage des bacs 11 et 12 réalisées par la société EUROFINIS (prélèvement du 23/06/2025) révèlent que la quantité de PFOS est inférieure à  $0,001 \mu\text{g/l}$ .

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai d'un mois, de transmettre l'analyse de l'émulseur ainsi que son plan d'actions concernant sa substitution en précisant l'échéance prévisionnelle relative à la substitution effective de l'émulseur au regard des différentes échéances réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le plan de substitution de l'émulseur du site doit tenir compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'Inspection attire également son attention sur la nécessité d'examiner et d'y inclure les éléments listés par l'inspection au point de contrôle n°9.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



**N° 4 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

**Article 3**

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

**Article 4**

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

**Annexe I**

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

**Constats :**

En date du 04/09/2025, l'exploitant déclare qu'une commande est en cours afin de réaliser une analyse de l'émulseur dans le but de connaître la composition et la concentration des substances présentes.

L'exploitant déclare que le choix de l'émulseur de substitution se porte sur l'émulseur de la marque BIOEX et qu'une étude est en cours sur la gestion des eaux de rinçage.

Suite à l'incident du 05/09/2025 décrit dans la fiche de constat n°3, les résultats d'analyse des eaux de rinçage des bacs 11 et 12 réalisées par la société EUROFINS (prélèvement du 23/06/2025) révèlent que la quantité de PFHxS est de 0,007 µg/l pour le bac B12 et de 0,12 µg/l pour le bac B11. Ces résultats supposent la présence de substances PFHxS dans l'émulseur, dont la concentration n'est néanmoins pas connue de l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai d'un mois, de transmettre l'analyse de l'émulseur ainsi que son plan d'actions concernant sa substitution en précisant l'échéance prévisionnelle relative à la substitution effective de l'émulseur au regard des différentes échéances réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le plan de substitution de l'émulseur du site doit tenir compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des



substances PFAS réglementées.

L'Inspection attire également son attention sur la nécessité d'examiner et d'y inclure les éléments listés par l'inspection au point de contrôle n°9.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout

composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà

contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au 3 août 2028.

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;

b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;

c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;

d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.



**Constats :**

En date du 04/09/2025, l'exploitant déclare qu'une commande est en cours afin de réaliser une analyse de l'émulseur dans le but de connaître la composition et la concentration des substances présentes. Pour rappel, l'émulseur fait partie intégrante de la stratégie d'extinction en cas d'incendie d'hydrocarbure.

L'exploitant déclare que le choix de l'émulseur de substitution se porte sur l'émulseur de la marque BIOEX et qu'une étude est en cours sur la gestion des eaux de rinçage.

Suite à l'incident du 05/09/2025 décrit dans la fiche de constat n°3, les résultats d'analyse des eaux de rinçage des bacs 11 et 12 réalisées par la société EUROFINS (prélèvement du 23/06/2025) révèlent que la quantité de PFOA est de 0,008 µg/l pour le bac B12 et inférieur à 0,001 µg/l pour le bac B11. Ces résultats supposent la présence de substances PFOA dans l'émulseur, dont la concentration n'est néanmoins pas connue de l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai d'un mois, de transmettre l'analyse de l'émulseur ainsi que son plan d'actions concernant sa substitution en précisant l'échéance prévisionnelle relative à la substitution effective de l'émulseur au regard des différentes échéances réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le plan de substitution de l'émulseur du site doit tenir compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire également son attention sur la nécessité d'examiner et d'y inclure les éléments listés par l'inspection au point de contrôle n°9.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Notification des stocks de PFOA**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.



**Constats :**

Suite à l'incident d'émulseur du 10/04/2025, les résultats d'analyse des eaux de rinçage ont révélé une quantité de PFOA de 0,008 µg/l. Ces résultats supposent la présence de substances PFOA dans l'émulseur, dont la concentration n'est néanmoins pas connue de l'exploitant.

L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de notification de ces stocks auprès de la DGPR.

Étant donné que l'émulseur a des marqueurs de PFOA et que la quantité stockée d'émulseur est supérieure à 50 kg, l'exploitant est concerné par cette prescription et doit transmettre annuellement les informations sur la masse, sur la concentration et les mesures de gestion du stock à la DGPR.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant n'a pas procédé à la notification des stocks de son émulseur contenant des PFOA auprès de l'autorité compétente (DGPR). Il devra procéder à cette notification dans un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:

- a) une autre substance, en tant que constituant;
- b) un mélange;
- c) un article;

sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;



- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;

**Constats :**

En date du 04/09/2025, en amont de l'inspection, l'exploitant informe qu'une commande est en cours afin de procéder à une analyse de l'émulseur présent sur le site, dans le but de déterminer sa composition ainsi que la concentration des substances présentes.

Suite à l'incident d'émulseur du 10/04/2025, il convient de noter que les résultats d'analyse des eaux de rinçage montrent pas de présence de PFCA. L'inspection ne peut pas statuer sur la présence de PFCA dans l'émulseur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai d'un mois, de transmettre l'analyse de l'émulseur ainsi que son plan d'actions concernant sa substitution en précisant l'échéance prévisionnelle relative à la substitution effective de l'émulseur au regard des différentes échéances réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le plan de substitution de l'émulseur du site doit tenir compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire également son attention sur la nécessité d'examiner et d'y inclure les éléments listés par l'inspection au point de contrôle n°9.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (\*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses



et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

**Constats :**

Suite à l'incident d'émulseur du 10/04/2025, les résultats d'analyse des eaux de rinçage montrent que la quantité de PFHxA est de 0,201 µg/l. Ces résultats supposent la présence de substances PFHxA dans l'émulseur, dont la concentration n'est néanmoins pas connue de l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai d'un mois, de transmettre l'analyse de l'émulseur ainsi que son plan d'actions concernant sa substitution en précisant l'échéance prévisionnelle relative à la substitution effective de l'émulseur au regard des différentes échéances réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le plan de substitution de l'émulseur du site doit tenir compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées.

L'inspection attire également son attention sur la nécessité d'examiner et d'y inclure les éléments listés par l'inspection au point de contrôle n°9.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Plan de substitution émulseurs**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu du plan de substitution

**Prescription contrôlée :**

Examen de la prise en compte de l'impact de la substitution d'émulseur par l'exploitant.

**Constats :**

En date du 04/09/2025, l'exploitant déclare qu'une commande est en cours afin de réaliser une analyse de l'émulseur dans le but de connaître la composition et la concentration des substances présentes. Pour rappel, l'émulseur fait partie intégrante de la stratégie d'extinction en cas d'incendie d'hydrocarbure.

L'exploitant déclare que le choix de l'émulseur de substitution se porte sur l'émulseur de la marque BIOEX et qu'une étude est en cours sur la gestion des eaux de lavage.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à transmettre son plan d'actions dans un délai d'1 mois. Ce dernier devra mettre en évidence un échéancier et un mémoire de substitution de l'émulseur contenant les éléments suivants:

- Le retrait de l'émulseur à base de FLUOR ;
- La gestion des eaux de rinçage pour le parc via les résultats de l'étude en cours :
  - L'évacuation des eaux de rinçage (En tant que déchet) ;
  - Le traitement des eaux de rinçage suivant le seuil de rejet ;
  - L'analyse des eaux de rinçage effectuée par le bureau de contrôle EUROFINs stockées dans les BACS B11 et B12.
- Le choix de l'émulseur de la marque BIOEX sans fluor et la compatibilité des équipements de défense contre l'incendie avec les caractéristiques du nouvel émulseur :
  - L'explication du choix de cet émulseur ;
  - Les retours sur le test effectué sur le site de Châlon ;
  - La description des impacts de ce changement d'émulseur :
    - sur la cuve actuelle ;
    - sur les injecteurs actuels ;
    - sur la pomperie ;
    - sur la compatibilité des installations de défense contre l'incendie avec le nouvel émulseur ;
    - sur la performance de ce nouvel émulseur ;
    - sur la qualification de ce nouvel émulseur ;
    - sur l'indisponibilité de la DCI durant les travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

**Constats :**

Le Parc B est alimenté en énergie électrique par le réseau EDF de 20 kV situé à l'entrée du site passant par deux postes de transformation électrique HT/BT de 1 450 kVA (variateur des moteurs HP) et de 400 kVA. L'électricité est utilisée pour l'alimentation des vannes électriques, des pompes, des organes de contrôle et de sécurité.

Le parc B dispose de deux groupes électrogène, un de 50 kVA dédié à la zone HP et l'autre de



250 kVA dédié à la zone BP permettant d'assurer la continuité de l'activité et de mettre le site en sécurité en cas de coupure électrique. Les groupes électrogènes sont chacun situés dans le local GE de la pomperie HP et de la pomperie BP. Il existe un troisième groupe électrogène dédié à la pomperie incendie de 22 kVA, à démarrage automatique.

Dans un souci de stabilisation et de régulation de l'alimentation électrique, la majorité des installations de l'établissement (moteurs HP, poste de garde, bâtiments technique administratif, et pomperie incendie) sont alimentées via des onduleurs couplés à des batteries. Ces onduleurs prennent le relais en attente du démarrage des groupes électrogènes.

Concernant les autres utilités, le site dispose de deux compresseurs d'air situés dans le local GE BP et la salle moteur HP, de trois climatiseurs situés en salle de contrôle HP, au bâtiment technique d'exploitation et au bureau d'exploitation. Il dispose aussi de moyens de lutte incendie et de moyens de communication.

L'exploitant dispose d'un plan de masse localisant le poste de livraison et les transformateurs.

L'exploitant indique que la perte d'alimentation électrique est détectable par un report sur la supervision en salle de contrôle et au niveau du dispatching (siège). L'inspection a pu vérifier cette information par un opérateur lors de la visite de la salle de contrôle.

Lors de la visite au poste de garde, le gardien a indiqué qu'il pouvait aussi visualiser la perte électrique sur un de ses écrans (via la bonne prise de relais de l'onduleur).

À noter que les groupes électrogènes du Parc B sont à déclenchement automatique hormis le GE de la zone BP qui est à démarrage manuel et pour lequel un projet de remplacement par un GE automatique de même puissance mais situé à l'extérieur du local GE a été notifié à l'Inspection. Les démarrages effectifs des groupes (automatique ou manuel) font l'objet d'un report en salle de contrôle.

L'exploitant indique que le projet de remplacement du GE de la zone BP se fera en une journée (branchement/débranchement).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]



**Constats :**

La stratégie de l'établissement en cas de perte d'alimentation électrique est le maintien de l'activité sur le dépôt, adaptée à la situation. Pour rappel, il n'y a aucune production sur le parc B. Il s'agit du parc principal de la région La Ferté-Alais, qui réceptionne les produits acheminés dans le pipeline via une station de pompage HP, qui alimentent les « parcs satellites » de sa région (parcs A, C et D) en produits et expédie le produit vers le pipeline.

Comme expliqué dans le constat précédent, le parc B est équipé de trois groupes électrogènes, dont l'un est dédié à la pomperie incendie, permettant de pallier à la perte d'électricité.

Si les groupes électrogènes principaux fonctionnent correctement, le superviseur peut poursuivre la surveillance des reports de niveaux et report d'alarmes.

Si les groupes électrogènes ne fonctionnent pas correctement (absence de carburant), la détection de fuite peut être assurée par surveillance humaine, par contrôle de la sonde Whessoe, et depuis le sol pour les fuites dans les manifolds gare racleur et pomperie BP.

La perte de contrôle des paramètres d'exploitation des équipements (niveau dans les réservoirs...) est compensée par des procédures d'exploitation en mode dégradé existantes. À noter que lors de la visite terrain en salle de commande, le manuel d'opération qui décrit les fonctionnalités de l'outil de commande et de supervision (numérique uniquement) n'a pas pu être consulté sur l'écran comme indiqué par SFDM (ouverture impossible).

L'exploitant indique qu'en cas de coupure électrique il peut recevoir des alertes de son fournisseur d'électricité. À défaut, il faut qu'un opérateur au niveau du dispatching (siège) se connecte au portail dédié.

L'exploitant indique qu'une procédure spécifique en cas de perte d'utilité électrique est en cours de rédaction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat**

Il convient que l'exploitant définisse les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas d'indisponibilité de l'alimentation électrique du site, en cas de fonctionnement et en cas de dysfonctionnement des groupes électrogènes, en particulier en précisant les installations et différents paramètres devant faire l'objet d'une surveillance renforcée (niveau de carburant disponible dans les cuves alimentant le groupe électrogène par exemple en cas de fonctionnement des groupes électrogènes) et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois



**N° 12 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.  Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
<b>Constats :</b>  Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, la stratégie de l'exploitant est le maintien de l'alimentation électrique sur le site via les groupes électrogènes et les onduleurs pour la plupart de ses installations.  En cas de perte totale de l'énergie électrique, les pompes de transfert s'arrêtent et les vannes automatiques restent en position (en l'état).  Les installations de SFDM sont équipées de vannes manuelles manoeuvrables localement permettant de suppléer les vannes automatiques défaillantes. En cas de nécessité, du fait que les bacs soient situés en hauteur, la vidange de ces derniers peut être réalisée via la gravité entre les bacs du parc. De ce fait, la perte d'électricité est étudiée au cas par cas dans l'analyse des risques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b>  Il convient que l'exploitant justifie que l'ensemble des barrières de sécurité ou MMR sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique et que les vannes manuelles utilisables en dernier recours sont testées régulièrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justification
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 13 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.



L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

#### **Constats :**

L'inspection constate que pour tout nouvel arrivant, que ce soit une entreprise extérieure ou un nouveau collaborateur, une présentation (accueil sécurité) est réalisée à l'accueil du parc B. Cette présentation permet de transmettre l'ensemble des règles de sécurité sur les parcs. La présentation aborde les thématiques suivantes : les actions à mener en cas d'incendie ou accident, le point de rassemblement, les équipements de protection individuels, les obligations et les interdictions.



Comme indiqué en fiche n°11, la perte de contrôle des paramètres d'exploitation des équipements (niveau dans les réservoirs...) est compensée par des procédures d'exploitation intégrant le mode dégradé.

L'inspection a réalisé un échange avec un opérateur en salle de commande du parc B sur la thématique de la perte d'utilité électrique. Lors de cet échange, l'exploitant indique que la procédure d'exploitation est uniquement numérique. De ce fait, l'opérateur a cliqué sur l'onglet de la procédure mais cette action n'a pas abouti. L'inspection n'a donc pas consulté cette procédure en salle de commande.

De plus, l'exploitant déclare qu'une procédure spécifique sur la perte d'utilité électrique est en cours de rédaction.

L'inspection constate que le POI du parc B (révisée en mars 2024) ne mentionne pas la problématique d'une perte d'utilité électrique dans le document.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier la mise à disposition en permanence à son personnel de consignes d'exploitation et de sécurité telles que mentionnées à l'article 54 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, afin notamment de pouvoir gérer la situation en cas de perte d'électricité.

L'exploitant intégrera également une fiche réflexe en cas de perte d'électricité au sein de son POI.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 14 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).



Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

**Constats :**

Comme indiqué dans les points de contrôles précédents, en cas de perte de l'alimentation électrique, les dispositifs de surveillance des installations sont secourus par des groupes électrogènes pour une durée minimale de 30h et par des onduleurs pour une durée de 30 min à 6h en fonction des installations.

Comme indiqué en fiche n°12, en cas de perte totale de l'énergie électrique, les pompes de transfert s'arrêtent et les vannes automatiques restent en position (en l'état).

Les installations de SFDM sont équipées de vannes manuelles manœuvrables localement permettant de suppléer les vannes automatiques défaillantes. En cas de nécessité, du fait que les bacs soient situés en hauteur, la vidange de ces derniers peut être réalisée via la gravité entre les bacs du parc. De ce fait, la perte d'électricité est étudiée au cas par cas dans l'analyse des risques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.»

**Constats :**

Comme indiqué dans les fiches précédentes, en cas de coupure électrique, le site dispose d'une alimentation de secours constituée de groupes électrogènes (GE) et d'onduleurs pour la plupart de ses installations.

L'exploitant a présenté :

- le schéma d'alimentation électrique du parc B indiquant les installations secourues par les groupes électrogènes et les onduleurs
- la liste détaillée des transformateurs du parc B (nom, type, marque, tension, puissance et année de fabrication..)
- la liste détaillée des groupes électrogènes du parc B via le logiciel interne

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 16 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que l'autonomie du groupe électrogène de 50 kVA est de 40h minimum, celui de 250 kVA, de 20h minimum et celui de 22 kVA (pomperie) est de 33,8 h minimum.  L'exploitant indique que l'autonomie peut être prolongée par une réalimentation des cuves de fioul associées au groupe électrogène. L'autonomie des batteries des onduleurs est de l'ordre de 30 min à 6h selon les installations du parc A.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.  Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.  Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les onduleurs sont contrôlés une fois par an par un prestataire extérieur. Le contrat de maintenance des onduleurs pour l'ensemble des parcs de La Ferté-Alais en date du



<p>11 mars 2025 a été transmis à l'inspection.</p> <p>En ce qui concerne les groupes électrogènes, ils sont contrôlés visuellement de façon semestrielle sur la partie eau de refroidissement composée de glycol et subissent annuellement une vidange d'huile. Un test de fonctionnement est effectué mensuellement.</p> <p>L'inspection a vérifié le contrôle d'un onduleur du parc A par sondage. Celui-ci (référéncé Eaton 9PX 1500i RT2U) datait du 8 octobre 2024 et ne présentait aucune non-conformité.</p> <p>Le rapport de visite du groupe électrogène du parc A (contrôle électrique), effectué le 25/04/2024, a aussi été présenté à l'inspection et ne présentait aucune non-conformité.</p> <p>Lors de la visite terrain en salle de contrôle, l'opérateur a indiqué également que des tests semestriels sur la perte électrique étaient réalisés et faisaient l'objet de PV d'essai.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à transmettre les 2 derniers PV d'essai des tests semestriels sur la perte électrique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 18 : Plan d'action (6)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis le 5 mai 2023, la DRIEAT est devenue le service en charge de l'inspection des installations classées en lieu et place du CGA pour le parc B de SFDM.</p> <p>Le site disposait d'un dossier d'autorisation complet antérieur au 1er septembre 2022. L'exploitant déclare qu'une procédure spécifique en cas de perte d'utilité électrique est en cours de rédaction et sera finalisée au plus tard le 31 décembre 2025. Il n'identifie pas la nécessité de procéder à des travaux pour se conformer aux prescriptions réglementaires relatives à la perte d'utilité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



